



Conférence donnée lors de la session 1996 des Semaines sociales de France, « Entre mondialisation et nations, quelle Europe ? »

La mondialisation, une révolution pour tous

François VILLEROY DE GALHAU

J'ai envie de commencer par une question : quand cette fameuse « mondialisation », si floue et si lointaine, est-elle concrètement entrée dans votre vie pour la première fois? Je réponds personnellement par un souvenir et une histoire. Le souvenir : quand j'étais enfant — ce n'est pas si vieux —, nous étions invités, comme vous peut-être, à conserver le papier d'argent du chocolat pour aider les petits Chinois qui mouraient de faim. Aujourd'hui les petits Chinois nous font peur, L'histoire : quand, longtemps après, j'ai été pour la première fois en Asie, il y a deux ans, je me suis retrouvé dans le hall d'entrée d'un des grands hôtels de Séoul, en Corée. Il y avait là plusieurs centaines d'hommes et de femmes d'affaires asiatiques réunis en autant de colloques animés, et un seul Occidental : le violoniste qui jouait pour distraire tout ce monde actif. J'y ai vu une fable du rôle possible de l'Europe dans le monde de demain, et un vrai appel à l'action : c'est le thème de notre Semaine sociale.

La « mondialisation » inspire souvent des craintes, et mon histoire en retient d'ailleurs un visage plutôt menaçant. On pourrait donner des réponses plus positives : la dernière fois que vous avez acheté un T-shirt, ou un micro-ordinateur, ou une télévision, je suis sûr que vous avez eu comme moi une bonne surprise sur le prix. Les mots de « révolution pour tous » qui nous sont proposés sont donc bien choisis : une révolution, personne ne sait très bien ce que c'est sur le moment, et cela va toujours un peu trop vite. Il s'y mêle l'excitation de la nouveauté et la nostalgie de la stabilité. Mais nous sommes tous en train de vivre cette révolution et nous pouvons même peut-être la faire.

Essayons donc d'arrêter la révolution en marche pendant quelques minutes, et de faire un triple effort :

- un effort de définition : ce qu'est la mondialisation, et ce qu'elle n'est pas. Ce n'est pas parce qu'un animal est en mouvement, et donc un peu flou, qu'il faut nécessairement le prendre pour un bouc émissaire ;
- un effort d'identification des problèmes réels que soulève néanmoins la mondialisation ;
- un effort d'espérance sur les solutions à ces problèmes la mondialisation sera largement ce que nous en ferons. Soyons, en d'autres mots, ce qui n'existe pas sauf peut-être aux Semaines sociales : des révolutionnaires sans nostalgie, sans aveuglement, et tournés vers l'action.

Ce qu'est la mondialisation, et ce qu'elle n'est pas.

Pour dire ce qu'elle est, au moins dans l'ordre économique, j'emprunte volontiers à Élie Cohen, directeur de recherches au CNRS, qui vient de publier *La tentation hexagonale, la souveraineté à l'épreuve de la mondialisation* (Fayard) :

« La mondialisation » est la combinaison de trois facteurs :

- d'abord, l'élargissement de l'espace d'échange par intégration de nouveaux pays (Amérique latine, ex-bloc communiste et Asie de l'Est) ;
- ensuite, la globalisation des firmes - grandes entreprises - capables d'organiser au niveau mondial leurs activités de recherche, d'approvisionnement en composants, de

- production et de commercialisation ;
- enfin, l'approfondissement de l'échange rendu possible par la déréglementation ou la libéralisation.

C'est une définition qui a aussi le mérite d'introduire le mot « globalisation » à propos des entreprises. Ce qu'un autre économiste, américain celui-là, Robert Reich, actuel ministre du travail de B. Clinton, appelle « l'entreprise-réseau » qui remplacerait selon lui l'ancien « champion national » et marquerait donc la fin des économies nationales. Retenons à ce stade :

- que, pour qu'il y ait mondialisation, il faut qu'il y ait rencontre de nouveaux joueurs (les pays dits « émergents »), de nouvelles règles du jeu (la libéralisation, le marché étant aussi une règle), et même de nouveaux jeux (l'innovation technique des entreprises);
- que, au-delà des subtiles distinctions parfois faites, les mots « mondialisation » et « globalisation » sont en pratique devenus largement synonymes. Le second est simplement plus anglo-saxon que le premier, ce qui n'est pas tout à fait neutre pour notre sujet : l'anglais est en effet à la mondialisation du XX^e siècle ce que le latin fut à la chrétienté du Moyen Âge.

Cette mondialisation s'est faite depuis le début des années 70 en trois vagues : d'abord la coïncidence, entre 1971 et 1973, de la fin du système monétaire hérité de l'après-guerre (système dit de Bretton-Woods) et des chocs pétroliers.

On a parlé à l'époque de « crise », mais c'était en fait le début de cette révolution économique, avec deux conséquences durables : les changes sont restés « flottants », donnant une grande importance aux fluctuations des marchés financiers ; la dépendance commerciale des pays occidentaux a beaucoup augmenté, avec depuis lors un phénomène de substitution entre l'OPEP et les pays émergents. Le total imports + exports/m est pour la France resté assez stable jusqu'en 1970 (21 % en 1950, 26 % en 1970), a fortement crû sur la décennie suivante (38 % en 1980) pour rester élevé depuis (35 % en 1994).

Ensuite la libéralisation des années 80 : de l'avènement de Mme Thatcher (1979) et R. Reagan (1980) jusqu'à la chute du communisme en 1989-1990, c'est la grande décennie du marché. Partout — moins en France qu'ailleurs — on privatise, et on déréglemente : qui se souvient qu'en France, jusqu'en 1986, les prix étaient administrés ? Partout on promet de réduire les déficits et les dépenses publiques ; c'est le début de la « rigueur », lancée par R. Barre et qui en Europe a du mal à se traduire dans les chiffres : la dette publique a continué à augmenter, et c'est pourquoi on en parle toujours aujourd'hui. Partout on essaie de réduire les impôts, en parvenant simplement — ce qui est déjà une rupture — à stabiliser les « prélèvements obligatoires » autour de 30 % du PEB aux États-Unis, autour de 45 % en France.

Les pays de l'Est ont été, au début des années 90, le lieu d'élection de la « thérapie de choc » : la Banque mondiale estime qu'il y a corrélation quasi exacte entre le degré de libéralisation des économies et leur croissance.

La troisième vague est celle réellement de la globalisation technologique : les marchés financiers ont ouvert la voie, avec leurs grandes salles aux écrans intégrés qui permettent aux transactions de tourner autour de la planète 24 heures sur 24 : on commence à Tokyo, Hong-Kong ou Singapour. On poursuit à Londres, et on termine à New-York ou Chicago. En 1975, les transactions internationales sur titres pesaient moins de 5 % du Pin dans les principaux pays industriels ; vingt ans après, elles en représentent 100 % à 200 % en France et en Allemagne, et jusqu'à 1 000 % au Royaume-Uni. Un spéculateur fou de Singapour - M. Leeson - fait couler la banque londonienne Barings et vend fort cher ses mémoires à Wall Street. Mais avec CNN, Internet et le « cyberspace », c'est chacun de nous qui peut devenir un « golden boy », accéder à l'information mondiale. L'informatique et les télécommunications font du

monde un village, peut être un peu froid, mais où les nouvelles font vite le tour de la rue. Un village aussi « dématérialisé » : les services liés à l'information croissent beaucoup plus vite que l'industrie et la production réelle.

S'y ajoute la facilité accrue de délocalisation des activités économiques : les investissements directs à l'étranger (IDE) se sont considérablement développés, majoritairement entre pays riches (74 % du stock d'IDE en 1994 se situait dans les pays développés), mais aussi vers les pays à bas salaires qui sont de nouveaux concurrents. C'est une des craintes les plus présentes en France : celle d'un monde où le salaire de l'ouvrier de Sochaux serait fixé à Shanghaï.

Il est donc difficile de répondre à la question : quand sommes-nous entrés dans cette phase de mondialisation? À mon sens quelque part entre 1971-1973 (fin de Bretton-Woods et premier choc pétrolier) et 1989 (chute du mur de Berlin) : comme le dit justement M. Camdessus, c'est ce dernier jour, 9 novembre 1989, que le XXI^e siècle a commencé. Mais notre souveraineté économique était sans doute morte plus tôt, à supposer qu'elle ait jamais totalement existé.

Voyons maintenant ce que la mondialisation n'est pas, et je voudrais à cet égard dissiper quelques angoisses.

Tout d'abord, la mondialisation, si elle est créatrice de nouveautés, n'est pas vraiment nouvelle. Il y a souvent eu, dans l'histoire, perception de nouveaux joueurs, de nouvelles règles et de nouveaux jeux. La plus belle définition littéraire de la mondialisation actuelle est sans doute celle-ci : « Le système des causes qui commande chacun de nous, s'étendant désormais à la totalité du globe, le fait résonner tout entier à chaque ébranlement. » Elle est de Paul Valéry, dans les années 30 qui ne passent pourtant pas rétrospectivement pour être des années d'ouverture internationale accélérée...

On pourrait remonter encore plus loin. À l'Empire romain si on voulait : Pierre Bérégovoy, qui était normand et plein de bon sens, disait souvent que ceux qui souhaitaient se protéger des automobiles japonaises devraient visiter les bains antiques de Lillebonne (Seine-Maritime) : voilà deux millénaires que la France apprend de l'importation des techniques étrangères... Plus récemment, au moins deux époques nous font relativiser la nôtre :

- 1492 et le XVI^e siècle : en quelques dizaines d'années, l'Europe élargit son monde à l'Amérique et à l'Asie ; les marchands créent les deux compagnies des Indes ; l'imprimerie et la Réforme bouleversent les certitudes. En 1530, l'écrivain espagnol Francisco Gomez de Gourara écrivait, dans la dédicace à Charles Quint de son livre sur *L'histoire générale des Andes* : « Les deux événements les plus importants depuis la création du monde, en exceptant la naissance et la mort de son Rédempteur, ont été la découverte du chemin des Amériques et celle de la route des Indes par Vasco de Gama » ;
- la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'en 1914 est aussi une époque d'innovation technologique (de l'électricité à l'automobile), d'expansion géographique avec la course aux colonies, et d'intenses échanges commerciaux et financiers facilités par le système de l'étalon-or. Certains économistes estiment même que l'ouverture internationale de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne était plus forte en 1913 qu'aujourd'hui. Je cite ici Jean Pisani-Ferry, directeur du CEPII et l'un des meilleurs analystes de la mondialisation : « À bien des égards, l'économie mondiale d'aujourd'hui ressemble plus à celle du XIX^e siècle finissant qu'à celle du milieu du XX^e : un peu comme si la chute de l'URSS avait refermé une longue parenthèse, et achevé de discréditer le nationalisme économique qui s'était affirmé dans l'entre-deux-guerres et épanoui au lendemain de la seconde guerre mondiale [...]. Entre-temps, « Internet a remplacé le télégraphe. »

En second lieu, la mondialisation ne signifie ni la fin de la croissance, ni l'abandon du « Sud ». Selon les prévisions très sérieuses du FMI comme de l'OCDE, le monde devrait

connaître en 1996 comme en 1997 une croissance de l'ordre de 4 % par an. C'est un des meilleurs chiffres depuis 20 ans : comment se fait-il que nous ayons en France et en Europe un tel climat de crise ?

La mondialisation ne tue pas la croissance; elle en redistribue les cartes :

- les pays à revenu élevé, dont la France et l'Europe, ne s'en sortent pas si mal : ils connaissent depuis 1970 une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 2,5 % par an. Compte tenu de leur faible croissance démographique, c'est une croissance de la richesse par habitant de plus de 2 % par an. C'est beaucoup moins que pendant les Trente Glorieuses (1945-1975), et c'est avec le chômage une des raisons de notre morosité. Mais, sur le « temps long », ce sont les Trente Glorieuses qui étaient exceptionnelles ; notre période fait plutôt bonne figure ;
- les pays en développement croissent globalement beaucoup plus vite que les pays du « Nord », et parmi eux les gagnants sont beaucoup plus nombreux que les perdants, si on les mesure par l'évolution du revenu par habitant. Les perdants sont plus proches de nous, et donc nous les voyons plus : ce sont l'Afrique et les pays arabes, et ceci est plus dû à de mauvaises politiques économiques qu'à l'insuffisance de notre aide. C'est heureusement en train de changer doucement.

L'Amérique latine et les pays de l'Est sont encore en situation « neutre », mais ont sans doute créé les conditions de la croissance. L'Asie est gagnante, dans une mesure que nous n'imaginons guère : l'Inde a depuis 1980 une croissance annuelle supérieure à 6 % en moyenne, la Chine près de 10 %, et ces deux pays représentent à eux seuls le tiers de l'humanité. Un pays comme Singapour est passé en trente ans du niveau de vie africain à celui de la France. La Corée et Taiwan suivent ce chemin.

Bien sûr, ces succès ne vont pas sans fortes inégalités sociales ni oppressions politiques. Bien sûr aussi ils ne sont pas dus qu'à l'ouverture au commerce international : la réforme agraire, des politiques démographiques adaptées, y ont souvent joué un rôle important. Mais si la majorité des petits Chinois ne meurent plus de faim, c'est beaucoup grâce à la mondialisation économique, qui est le plus grand réducteur d'illégalités Nord-Sud qu'on ait trouvé à ce jour.

Enfin la mondialisation n'est pas qu'économique. Dénoncer le tout économique, c'est oublier d'autres visages de la mondialisation qui ne peuvent laisser indifférents les chrétiens que nous sommes :

- l'humanitaire : à travers la mondialisation de l'information s'est développé le sens de l'universel. Il reste vrai qu'un mort dans notre ville nous émeut plus que mille morts au fond de l'Inde ; mais mille morts en Inde, ou hélas un million au Rwanda, nous touchent infiniment plus qu'il y a cinquante ans, parce que nous le savons et nous le voyons. Caritas international (Secours catholique), Médecins du monde ou Médecins sans frontières, pour ne citer qu'eux, reflètent une croissance de la fraternité universelle. L'Église, « sacrement de l'unité de tout le genre humain » (*Lumen gentium I*), doit se réjouir de ce signe des temps.
- La facilité accrue des migrations : là aussi, elles ne sont pas nouvelles (cf. le triste commerce triangulaire du XVI^e au XVIII^e siècle, ou l'immigration massive aux États-Unis ou en Australie au XIX^e siècle). Mais elles sont devenues beaucoup plus difficiles à contrôler avec la fantastique accélération des transports : il faut moins de temps aujourd'hui pour traverser l'Atlantique qu'il n'en fallait au début du siècle pour traverser un département français. Quand il est si facile de traverser le Rio Grande, ou la Méditerranée, ou l'ex-rideau de fer, quand il n'y a donc presque plus de frontière physique — les douaniers ne changeant pas grand-chose à l'affaire —, la frontière économique qu'est l'écart de revenu devient plus difficile à supporter : il y a une pression migratoire potentielle qui alimente d'un côté de la frontière tous les espoirs et de l'autre toutes les peurs. L'Église nous a rappelé, à contretemps, que cette frontière est aussi une passerelle, et qu'il y a égale dignité de part et d'autre. Il y a aussi les migrations entre pays riches — celles des cadres supérieurs qui s'internationalisent —, et celles entre pays pauvres — le drame des déplacés et réfugiés de Srebrenica à Goma.

Suppression des frontières, enfin, parfois associée à l'internationalisation du crime : la mafia italienne laisse place à la mafia russe ; la drogue est colombienne ou marocaine, et achetée aux Pays-Bas ; et les redoutables Caïmans sont devenues des paradis fiscaux accueillants.

- Le domaine culturel et artistique : l'Unesco parle maintenant d'un «patrimoine culturel de l'humanité» et Malraux voulait créer un «musée mondial de l'imaginaire». Notre vision s'est enrichie à mesure de nos voyages : nous connaissons toujours bien la Corrèze, mais il n'est plus si rare d'avoir été aux chutes du Zambèze. On peut bien sûr avoir la nostalgie de la culture européenne du Moyen Age, de saint Thomas d'Aquin à Érasme, ou de celle d'un Stefan Zweig dans la Vienne 1900 qui appelait ses *Souvenirs d'un Européen* « Le monde d'hier». Mais l'internationalisation de la culture n'est plus réservée aux élites : cela commence par les séries télévisées américaines, et peut parfois aller jusqu'à la chaîne franco-allemande *Arte*. Certes, en la matière, mondial veut souvent dire anglo-saxon : le langage, la musique, les modes vestimentaires, et même ce sanctuaire français qu'était la cuisine, s'américanisent. Mais, après tout, c'est bien parce que, tout en dénonçant cette hégémonie, nous l'avons choisie comme consommateurs (cf. sondage du *Monde* du 31 octobre).

- Le religieux et le spirituel : là aussi, l'internationalisation mêle des réalités ambiguës. L'expansion des sectes nord-américaines dans les pays en développement ; la vogue des religions asiatiques — bouddhisme et hindouisme — en Occident ; la recherche d'un syncrétisme universel de type « New Age ». Mais aussi le meilleur, avec l'initiative de Jean-Paul II en 1986 de la «rencontre pour la paix» à Assise, à qui il avait donné ce bel objectif : non pas prier ensemble — compte tenu des différences entre toutes les religions représentées —, mais être ensemble pour prier...

La mondialisation met en question le «monopole du sens» auquel pouvait prétendre l'Europe et la civilisation occidentale qui en était issue. Jusqu'à ces dernières décennies, les succès de l'économie de marché étaient étroitement identifiés à ceux de notre culture et de nos valeurs chrétiennes, ce que Max Weber décrivait dans *L'éthique protestante et le capitalisme...* C'est souvent l'Asie aujourd'hui, à partir de ses religions et valeurs propres, qui exhorte l'Occident à retrouver les « fondations morales solides » qui sont « la base de la stabilité politique et de la croissance durable » : je cite ici un très officiel article du premier ministre malais, dans le très libéral *Wall Street Journal*.

Identifier les problèmes de cette mondialisation

Si l'on allait jusqu'au bout de ce qui précède, on pourrait dire que, plutôt qu'une révolution, nous vivons une accélération d'un phénomène historique long, et somme toute positif, qu'est la tendance vers l'unification des civilisations humaines. Je crois que cette vision teilhardienne contient une part de vérité, ou à tout le moins situe notre espérance. 11 ne s'agit pas pour autant de conclure que tout va pour le mieux dans la meilleure des mondialisations. L'optimisme béat serait autant producteur d'inaction que la nostalgie, et cette phase de la mondialisation apporte avec elle, me semble-t-il, trois problèmes nouveaux :

D'abord, c'est une mondialisation qui accroît de façon visible les inégalités dans nos sociétés

Les phases précédentes de l'internationalisation économique ont toujours été productrices d'inégalités: qu'on songe en Europe à la condition ouvrière au XIX^e siècle, ou dans le tiers monde à l'esclavage puis au phénomène colonial. La période actuelle montre d'abord que notre tolérance à l'inégalité a sans doute diminué, et il faut s'en réjouir, mais qu'il y a aussi deux nouveautés importantes.

Primo : les inégalités frappent non plus les marges de notre société, mais son centre que sont les classes moyennes. Avec la mondialisation, les différents « facteurs de production» économiques sont mis en concurrence. Les facteurs rares à l'échelle mondiale sont le capital et le travail fortement qualifié, et ceux-là sont gagnants à la

disparition des frontières. Mais le facteur abondant est le travail faiblement qualifié et celui-ci apparaît dès lors comme perdant au sein des pays développés. Selon l'économiste Anton Brender, auteur de *L'impératif de solidarité* : « Ce qui bouge dans l'économie mondiale met en concurrence ce qui ne bouge pas. » On voit entre les États-Unis et les pays européens deux types de réponse à ce défi :

- aux États-Unis, une grande flexibilité des salaires. Le salaire minimal horaire est faible (environ 70 % de ce qu'il est en France), et n'a cessé de reculer en pouvoir d'achat (-30 % entre 1979 et 1996 avant l'augmentation Clinton), alors qu'en France, à l'inverse, le Smic bénéficie régulièrement de « coups de pouce » au-delà de l'inflation. Le taux de chômage est à l'inverse très bas, légèrement supérieur à 5 %;
- la réponse européenne a consisté à maintenir un niveau élevé de salaire et de protection, mais à tolérer un taux de chômage en forte augmentation (11 % pour l'Union européenne, 12 % en France). De ce chômage, la mondialisation *stricto sensu* — c'est-à-dire l'accroissement du commerce avec les pays à bas salaires — n'explique cependant qu'environ 1 point, ou 100 000 à 500 000 emplois selon les économistes. Il reste que le travail peu qualifié étant devenu à ce coût «non compétitif», on le supprime massivement par l'automatisation : le contenu en emplois de la croissance est beaucoup moins fort en Europe qu'en Amérique du Nord.

Malgré leurs différences, ces deux « modèles » génèrent en commun un sentiment d'illégalité accrue. Car, à l'opposé de la moindre valorisation du travail peu qualifié, les détenteurs du capital — les épargnants ou «rentiers» — ont beaucoup profité des quinze dernières années : depuis 1980, il y a une course au capital mondial. Plutôt moins d'épargne — les citoyens occidentaux, et singulièrement américains, deviennent cigales plus que fourmis —, et plus de besoins : les États veulent emprunter pour financer leurs déficits ; l'Asie et l'Amérique latine importent des capitaux pour leur développement. Résultat : le prix du capital — c'est-à-dire le taux d'intérêt réel à long terme — monte (moins de 1 % dans la décennie 1970; environ 4 % depuis), et les rentiers s'enrichissent. Même chose pour les salariés à forte qualification : entre 1979 et 1995 aux États-Unis, le pouvoir d'achat du «premier tiers» a augmenté de 8 %, tandis que celui des deux derniers a diminué de 6 %. À l'image des financiers et de leurs profits éclairs, les cadres internationalisés sont en voie de devenir les « maîtres de l'univers ».

Derrière le retour des inégalités de revenu dans nos sociétés se cachent en fait deux changements de même nature l'inégalité sociale fondamentale touche de plus en plus au savoir, à la capacité de s'adapter ou non rapidement aux changements techniques ; l'inégalité économique concerne désormais moins le fossé Nord-Sud — qui tend plutôt à se réduire — qu'un fossé Nord-Nord qui tend à se créer. En redistribuant les cartes de la croissance, la mondialisation redistribue aussi les cartes des inégalités.

Secundo : les pouvoirs publics ont moins de moyens qu'auparavant pour corriger ces inégalités. Dans le grand compromis social des Trente Glorieuses, l'État intervenait pour réduire les inégalités par deux moyens principaux :

- la fiscalité, à travers essentiellement l'impôt sur le revenu et la fiscalité de l'épargne. Mais il y a aujourd'hui des facilités de délocalisation qui rendent très peu efficace une action fiscale nationale : c'est évident pour le capital, qui ne connaît plus de frontières officielles depuis la libéralisation des mouvements de capitaux en Europe en 1990. C'est vrai aussi de plus en plus pour les cadres supérieurs d'entreprise, qui peuvent soit s'implanter dans les pays plus accueillants fiscalement — en Europe, les golden boys préfèrent Londres à Paris —, soit jouer sur leurs modalités de rémunération — les fameuses «stock options ». On avait sans doute été trop loin dans la taxation du travail, mais le balancier risque de revenir très vite en sens inverse, du fait de la compétition fiscale entre États, y compris au sein de l'Union européenne. Depuis 1980, la fiscalité des revenus du travail y a augmenté de 10 %; celle du capital y a baissé de 20 %;

- la protection sociale, y compris l'assurance-chômage. Dire qu'elle est en crise en

Europe est une évidence : crise financière, avec toujours plus de prélèvements sans que se réduisent les déficits ; mais aussi crise de justification avec le risque d'effets pervers par exemple sur le chômage. Dans cette crise, la mondialisation est moins en cause — sauf par l'effet fiscal sur les recettes précédemment évoqué — que notre démographie et notre difficulté à réformer.

Mais le résultat est le même le modèle du «capitalisme rhénan» que Michel Albert identifiait ici même en 1991 pour le préférer au capitalisme anglo-saxon, notamment parce qu'il comportait une dose raisonnable de correction publique, est en recul — y compris en Allemagne. À « l'économie sociale de marché» tend à succéder, selon la nouvelle formule de Michel Albert, « l'économie antisociale de marché ».

Ce que l'économiste américain Robert Reich identifie en d'autres mots comme le principal défi pour nos sociétés « faire face aux forces centrifuges de l'économie globale qui détruisent les liens de solidarité entre citoyens ».

C'est une mondialisation «par la demande» qui échappe aux autorités et aux stratégies collectives

Nous aimons bien, parce que nous sommes français, les mutations cartésiennes, claires et bien organisées. Les conquêtes coloniales du XVI^e ou du XIX^e siècle, et même les innovations techniques ou économiques, avaient fortement impliqué les États et parfois les autorités religieuses. La présente mondialisation « fait un peu désordre», avec trois caractéristiques :

— les «autorités » y jouent un rôle moins important que la consommation de masse. C'est une révolution où les États ont moins compté que les grandes surfaces ou les télévisions, qui ont importé respectivement des T-shirts asiatiques ou des séries américaines pour faire face à la demande des consommateurs que nous sommes. Les manuels de management ont pris l'habitude de distinguer, dans le fonctionnement des entreprises, les approches « top-down » de grands choix stratégiques descendant du sommet vers la base — et les approches « bottom-up » — où le sommet doit s'adapter aux suggestions de la base. La mondialisation actuelle se déroule en « bottom-up» : ceci désarme les États, et ceci désarme tous les mouvements, corps intermédiaires, idéologies, qui essayaient d'expliquer et d'encadrer les changements. Nous avons parfois l'impression d'un grand nivellement par le bas, ce que certains ont appelé un processus « d'imitation triviale». Comme le dit le professeur suisse Paul Dembinsky, nous risquons de passer d'une économie de marché à une « civilisation du marché»;

— le court terme devient plus important que le long terme. Il est connu que les révolutions sont pressées. De cette accélération du temps, de cette volatilité des situations, les marchés financiers sont l'emblème : à la moindre nouvelle économique, les traders devant leurs écrans ont quelques secondes pour réagir et confectionner la mode du jour qui ne sera pas nécessairement celle du lendemain. Au fond de son usine, le producteur, qui vit, lui, dans le inonde réel et le temps long, subit ces variations de taux d'intérêt ou de change — ou celles de la notation de son entreprise par les agences financières — en ayant l'impression de perdre beaucoup de ses repères.

Le marché est myope, donc ; mais il ne fait souvent que refléter notre manque de visibilité à tous. Nos sociétés ont du mal à faire des projets, y compris au niveau individuel (cf. recul des mariages ou de l'épargne au profit de la consommation). Tout semble devenu plus fragile, parce que tout est devenu plus rapide : les changements demandés aux États, aux entreprises, aux individus sont plus brutaux, souvent plus douloureux. Nous passons des « situations acquises» — qui ne sont pas forcément un idéal évangélique — à un «univers quantique», marqué par l'incertitude ;

- l'individualisme gagne au détriment de la solidarité. Le libéralisme est une composante importante de la mondialisation actuelle, et il a toujours été tenu en méfiance par l'Église. Si l'on reprend les trois termes de la devise républicaine, le mouvement présent est incontestablement plus conduit par la liberté que par l'égalité — j'en ai parlé — et par

la fraternité ; cette valeur qu'on tend aujourd'hui à rebaptiser «convivialité» ou « vouloir vivre ensemble».

Cette révolution consummatrice et libérale crée un cocktail explosif de repli sur soi, de souci de protection et de difficulté publique à agir. C'est là l'explication d'un grand paradoxe : la mondialisation crée de l'universel, mais aussi du séparatisme. Ici c'est le virus désintégrateur qui frappe dramatiquement en Yougoslavie, et plus paisiblement au Canada ou en Belgique ; ailleurs c'est la crise de la démocratie, avec la montée de l'extrême-droite en France, de l'abstention aux États-Unis ou la nostalgie communiste en Russie. Jean-Baptiste de Foucault, qui est notamment l'auteur d'un très beau livre, *Une société en quête de sens* (Odile Jacob, 1995), traçait devant les dirigeants de *L'Expansion*, en septembre dernier, le tableau suivant, un peu noirci mais néanmoins éclairant :

«Le phénomène de mondialisation n'a pas trouvé ses modes pertinents de régulation politique, la société mondiale n'ayant pas trouvé son Jean Monnet.

« Le paradoxe est que ce phénomène inachevé de globalisation collective entraîne une sorte de déglobalisation des comportements individuels et une désunification intérieure des personnes :

« - d'une part, chacun, devant l'incertitude et la complexité des temps, a tendance à réduire ses horizons professionnels à la petite partie des choses qu'il peut maîtriser, et à limiter ses risques : on réduit les coûts, on réduit la voilure plutôt que de chercher à produire autre chose ;

« - d'autre part, beaucoup se sentent obligés de faire ce qu'ils réprouvent intérieurement, emportés par la logique des systèmes et structures dans lesquels ils sont. Nous assistons à la dissociation de l'acteur et du sujet — dissociation accentuée par la fin des idéologies. Une partie de cette tension est normale et inéluctable. Mais elle est poussée trop loin : nous ne vivons plus dans la vérité au sens où l'entend Havel.»

L'Europe est pour la première fois du côté des perdants relatifs de la mondialisation

Les pays développés ont figuré honorablement dans la mondialisation. Mais l'Europe apparaît par rapport aux États-Unis et à l'Asie comme doublement menacée dans la décennie 1990, et ceci est relativement nouveau :

- d'abord sur le plan économique : les pays émergents d'Asie ont forcé l'allure, comme le montrent quelques chiffres que j'emprunte à Jean Pisani-Ferry. En 1990, ils accueillent 10 % des flux d'investissement direct mondiaux ; ils en ont reçu 44 % en 1995. En montants absolus, les flux de capitaux privés vers les pays du Sud ont quadruplé depuis 1990: 44 milliards de dollars alors, 170 environ en 1996. Ils représentent désormais trois fois plus que l'aide publique au développement vers ces pays, restée à peu près stable à 50-60 milliards de dollars. De 1990 à 1995, l'accroissement de la production mondiale s'est faite pour un tiers seulement dans les pays industriels ; pour un tiers dans la seule Chine ; pour un tiers dans le reste du monde, principalement en Asie émergente. Si on prend aujourd'hui le G7 (les sept premières économies du monde), quatre membres en sont européens et un seul asiatique (le Japon). Si on se projette dans vingt ans, au rythme de croissance actuel, quatre pays asiatiques (Japon, Chine, Inde, Indonésie) auront dépassé le seul Européen qui restera (l'Allemagne).

Mais les États-Unis aussi ont opéré un spectaculaire redressement économique : depuis 1992 inclus, leur croissance est supérieure à celle de l'Union européenne d'environ 1 point par an en moyenne; leur déficit rapporté au PIB est nettement inférieur (— 1,9 % en 1996, contre — 4,8 % pour l'Union européenne); leur taux de chômage est deux fois moindre. Tout ceci sans accélération de l'inflation, grâce à une politique monétaire absolument remarquable. La capacité de restructuration et d'innovation des entreprises américaines apparaît intacte. L'Europe ne semble en avoir retenu que la partie négative — la capacité à licencier — mais pas la partie positive : la capacité à créer des nouveaux emplois en compensation, notamment dans les PME de haute technologie;

- il y a plus fondamentalement une raison de société : les États-Unis comme l'Asie semblent fonctionner sur des modèles bien adaptés à la nouvelle donne mondiale : le modèle américain, fait de grande flexibilité du marché du travail, de faible protection mais de grande mobilité/opportunité, de puissance des intermédiaires financiers ; le modèle asiatique fondé sur une grande discipline du marché du travail (faibles salaires, ou forte productivité comme à Singapour), d'une protection/cohésion sociale de type paternaliste ou autoritaire, et d'un taux d'épargne très élevé.

Le «modèle social européen» était celui qui, au sein de l'économie de marché, essayait de concilier le meilleur des deux autres modèles : la liberté individuelle et la démocratie américaines, la cohésion sociale asiatique. C'est celui qui, à ce jour, a le moins démontré sa capacité d'adaptation face aux « forces centrifuges de la globalisation », peut-être parce que c'est un modèle d'équilibre et donc plus fragile, peut-être parce que le pouvoir politique y est encore très fragmenté entre 15 États membres et donc moins puissant, surtout parce que l'Europe a toujours moins cru « au tout marché » que les États-Unis et est donc moins bien préparée au libéralisme actuel. La question est dès lors celle du rôle de l'Europe face à la mondialisation. Dans le passé, elle en a été clairement le leader, le moteur ; cette vague vient pour la première fois d'autres continents, mais laisse la question ouverte : l'Europe est-elle simplement le cheval de Troie de la mondialisation, parce qu'en ayant fait sauter les barrières nationales elle aurait grand ouvert les portes au marché ? Ou bien l'Europe est-elle au contraire une réponse indispensable face à la mondialisation, à la fois « ad intra » — pour les pays européens, par la capacité politique qu'elle leur redonne — et « ad extra » — pour les pays tiers, par les valeurs et la réussite sociale dont elle fut et reste porteuse ?

D'autres intervenants feront part de leur conviction. Je choisis sans hésiter la seconde option : ce chef-d'œuvre en péril qu'est le modèle européen vaut d'être sauvé dans la mondialisation. C'est une ambition difficile, mais c'est l'effort d'espérance auquel je voudrais vous inviter en troisième et dernière partie.

Réussir la mondialisation au bénéfice de tous ?

Ce beau titre est du président de la République lui-même : c'est le programme qu'il avait retenu pour le Sommet du G7 à Lyon, sous présidence française, en juin dernier.

Je voudrais avec modestie esquisser des pistes de réflexion autour d'un diptyque : être exigeant vis-à-vis du pouvoir politique ; ne pas tout en attendre. Je ne parlerai pas ici de la construction européenne elle-même, qui sera traitée dans les conférences suivantes.

Être exigeant vis-à-vis du pouvoir politique

La « fatigue de la démocratie » est à la mode, y compris aux États-Unis, au Japon et dans les ex-pays de l'Est. La mondialisation nous conduirait inexorablement à perdre la maîtrise collective de notre destin. Alors il ne servirait à rien de voter, toutes les politiques se valent, et la démagogie éclipse la démocratie.

Il y a un fond de vrai dans ce constat d'impuissance publique, et les bons vieux États d'antan sont encore déstabilisés par la révolution « bottom-up ». Mais il ne faudrait pas jeter le bébé politique avec l'eau du bain mondialiste, pour deux raisons au moins :

a) D'abord, il faut aller vers la mondialisation politique

C'est aujourd'hui une évidence que d'appeler à une coopération politique à la mesure de l'internationalisation économique. Ce l'était moins au début des années 60, et nous pouvons être assez fiers de la capacité d'anticipation de l'Église en la matière. Je dois faire l'aveu qu'étant fort jeune à l'époque je n'avais jamais lu *Pacem in terris* (Jean XXIII, 1963).

C'est **le texte** à lire sur la mondialisation. J'en extrais simplement deux paragraphes (131 et 137)

« On voit par là qu'un pays pris isolément n'est *plus* en mesure de subvenir convenablement à ses besoins, ni d'atteindre son développement normal. Le progrès et la prospérité de chaque nation sont à la fois cause et effet de la prospérité et du progrès de toutes les autres.

« De nos jours, le bien commun universel pose des problèmes de dimension mondiale. Ils ne peuvent être résolus que par une autorité publique dont le pouvoir, la constitution et les moyens d'action prennent eux aussi des dimensions mondiales, et qui puisse exercer son action sur toute l'étendue de la terre. C'est donc l'ordre moral lui-même qui exige la constitution d'une autorité publique de compétence universelle. »

Je vous invite aussi à lire la constitution économique de Vatican II (*Gaudium et spes*, la joie et l'espérance), et ses paragraphes 83 à 90 sur «la construction de la Communauté internationale ». Certes ces textes à l'époque sont dominés par le souci de la paix — la frontière Est-Ouest d'alors — et du développement — la frontière Nord-Sud. D'une certaine façon, la mondialisation actuelle a comblé ces deux frontières par le marché, mais elle a créé d'autres problèmes — inégalités et individualisme, par exemple — face auxquels l'exigence de l'Église d'une «autorité politique mondiale» reste de mise. Elle a d'ailleurs été réaffirmée par Jean-Paul II en 1991 dans *Centesimus arums* (§ 58).

Pour incarner l'autorité politique mondiale, de quelles structures disposons-nous?

- des organisations « type ONU», que l'Église a toujours soutenues, mais que leur croissance continue- 185 États maintenant - et leur égalitarisme - un État, une voix - ont condamnées à une certaine impuissance ;
- des organisations «type Bretton-Woods », également créées à la fin de la seconde guerre mondiale, où le pouvoir est proportionnel au poids économique des États : le FMI, chargé de la coordination des politiques économiques et dirigé par Michel Camdessus ; la Banque mondiale, chargée du développement; la nouvelle Organisation mondiale du commerce, qui a succédé au GATT, se rapprochent de ce modèle ;
- le G7, création française (Valéry Giscard d'Estaing, 1974) qui coordonne de façon informelle l'action économique et maintenant politique des sept premiers pays du monde ;
- enfin, les coopérations régionales ; la matrice en est l'Union européenne, mais on trouve désormais l'ASEAN en Asie, l'Alena en Amérique du Nord, le Mercosur en Amérique latine. L'originalité de l'Union européenne reste double : ajouter au libre-échange des politiques communes (ex : PAC ou politique régionale); prévoir un processus de décision en partie supranational à travers les pouvoirs de la Commission et le vote à la majorité qualifiée.

Pourquoi tout ceci donne-t-il l'impression de tourner souvent à vide, sur les «sommets», loin des problèmes concrets des citoyens ? À mon sens, il y a trois difficultés réelles sur la voie de «l'autorité publique mondiale » :

- le contour géographique : les organisations internationales tendent à perdre en efficacité ce qu'elles gagnent en étendue, et pourtant elles ne peuvent se refermer sur elles-mêmes sauf à perdre leur légitimité (ex : G7 ou Union européenne);
- le mode de fonctionnement : intergouvernemental ou supranational ? La règle de l'unanimité peut être paralysante ; la règle de la majorité suppose des abandons de souveraineté ;
- enfin et surtout, la volonté politique : il n'y a guère d'opinion publique européenne, encore moins d'opinion publique mondiale, parce que les médias et les partis restent avant tout nationaux. Il est dès lors difficile de faire émerger, comme le souhaitait Jean XXIII, un « bien commun universel » qui dépasse la confrontation des intérêts nationaux.

Comment avancer? Il faut peut-être une nouvelle conférence fondatrice de l'après-guerre froide, un « Bretton-Woods» de la mondialisation. M. Boutros-Ghali fait

remarquer qu'après le début de la guerre froide il a fallu dix ans aux États pour créer les institutions correspondantes (1954: adhésion de l'Allemagne à l'Otan, 1955: pacte de Varsovie). Je crois personnellement qu'il faut surtout avancer dans trois voies :

- le choix de sujets concrets, où la plus-value internationale est visible (sinon, autant appliquer la subsidiarité) : la sécurité (lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue hier, exemple actuel de la lutte contre la pédophilie); la stabilité des changes (monnaie européenne aujourd'hui, nouveau système monétaire international demain) ; l'harmonisation fiscale, pour redonner aux États les moyens de corriger les inégalités ;
- le recours de plus en plus fréquent au supranational (modèle européen), qui n'est acceptable que si sa légitimité démocratique est fondée : par exemple recours au référendum pour les transferts de souveraineté importants ; contrôle d'un parlement type Parlement européen ; mode de désignation démocratique des responsables internationaux ;
- la bonne articulation entre le niveau régional et le niveau mondial, pour gérer la « triade » Europe-Asie-Amérique. Nous pourrions d'autant plus facilement faire revivre les organisations à vocation mondiale (ONU, FMI) que le nombre d'intervenants y sera réduit par des regroupements régionaux.

b) Ensuite l'État national a une tâche essentielle : conduire l'adaptation

Ni l'internationalisation ni l'extension du marché ne condamnent l'État national. La réforme de la sécurité sociale, la réforme des administrations et du secteur public, la politique de l'emploi et de la formation, restent des tâches largement nationales, et ce n'est pas pour autant qu'elles avancent plus vite : elles sont pourtant indispensables pour nous muscler face à la mondialisation.

Il est vrai que les crispations d'une opinion plus inquiète, les jugements des marchés financiers plus puissants, obligent à une beaucoup plus grande cohérence de l'action publique. Il faut expliquer avant d'agir, et agir sur la durée. Après la mondialisation, il faut continuer à gouverner, mais gouverner autrement. Le sociologue H. Vaquin a fait l'analyse suivante : « Les Français ne refusent pas le changement, mais le changement qui ne dit pas où il va. »

Le défi des politiques est énorme : il faut sortir par le haut de la concurrence accrue. Sortir par le haut, c'est-à-dire augmenter notre niveau de qualification et de production à la hauteur de notre niveau de salaires et de protection sociale. Plutôt que sortir par le bas, c'est-à-dire adapter notre niveau de salaires et de protection sociale à celui des pays émergents. De toute façon nous serons toujours plus chers que les Chinois (écart de salaire horaire de 1 à 80 avec la Chine, l'Inde ou l'Indonésie). Mais, pour conserver, il faut réformer de façon en particulier à assurer l'équilibre financier durable de la protection sociale et des coûts du travail (notamment cotisations sociales) moins élevés pour les travailleurs peu qualifiés : pour le dire de façon un peu abrupte, les médecins, les retraités et les fonctionnaires — c'est-à-dire les catégories les plus protégées de la concurrence internationale, et celles qui sont financées par la collectivité — doivent prendre leur part de l'effort de solidarité accrue requis par la mondialisation.

Je ne crois pas enfin à la solution simpliste que serait le retour aux frontières d'antan. En Europe, le discours protectionniste et le nationalisme économique sont plutôt des spécificités françaises. Bien sûr, notre politique commerciale — désormais européenne — doit être équilibrée dans ses concessions avec nos partenaires, et il n'y a d'ailleurs aucune évidence que l'Europe soit la « passoire » dénoncée par certains. Les soupçons inverses existent aux États-Unis. Si l'Europe a aujourd'hui une faiblesse, ce sont des armes moins développées contre les comportements commerciaux déloyaux. Ils ne sont pas toujours faciles à définir au demeurant : économiques (dumping, subventions...), mais aussi sociaux (travail des enfants, des prisonniers politiques...).

L'utilité d'une politique commerciale reste essentiellement de donner le temps de

l'adaptation aux producteurs nationaux : le bon exemple est celui de l'accord sur les automobiles japonaises, si passionnel en 1991, et dont plus personne ne parle aujourd'hui parce que les constructeurs se sont bien préparés à la libéralisation totale en 1999. Mais toujours et partout le protectionnisme unilatéral et durable a produit l'appauvrissement — de l'Argentine à l'Albanie —, et le libre-échange le développement. Nous ne reviendrons pas au temps de Méline et de Colbert, ne serait-ce que parce que la dématérialisation de l'économie (technologies de l'information) rend presque impossible le contrôle douanier aux frontières : le meilleur emblème en est la fluidité des flux financiers. Veillons à ne pas céder à ce que le Commissaire européen Yves-Thibault de Silguy appelle, dans un livre au titre choc sur la nécessité européenne, « le syndrome du diplodocus ».

J'ai évoqué ce qui me paraît relativement sûr. Il y a au-delà un grand champ d'incertitude, parce que nul ne sait exactement ce que sera le monde dans vingt ans. Ceci impose à l'action publique un devoir d'humilité, mais aussi un devoir de prospective. Je voudrais en citer deux exemples

- il faut réinventer la distribution, c'est-à-dire comment passer du bien-être de tous (la croissance de la production, assez bien assurée par le marché) au bien-être de chacun. Autrefois tout était clair : des inégalités de revenu quantifiées et des droits sociaux automatiques pour les corriger. C'est encore apparemment l'univers de Marc Blondel. En fait les choses sont plus compliquées : des inégalités de situation, souvent renforcées par les droits acquis (chômeurs, salariés du privé, salariés du public); des inégalités de chances qui posent avant tout un formidable défi au système éducatif. J'ai entendu il y a quelques semaines M. Boutros-Ghali tracer ce beau programme dans un colloque sur la mondialisation en Allemagne : « L'objectif de la transition présente, c'est de donner à tout citoyen l'accès au savoir universel ; la démocratie et le marché ne sont que des moyens.» Comment relayons-nous, complétons-nous la protection sociale d'hier par la «préparation mondiale» de demain ? Ces questions sont posées dans le débat politique américain ; elles sont encore en France largement taboues, à quelques réflexions d'intellectuels près (P. Rosanvallon, A. Mine);

- l'avenir de « l'économie sociale de marché ». C'était un système où, pour schématiser, les entreprises acceptaient de reprendre à leur compte un certain nombre de besoins collectifs (cogestion avec les syndicats, formation professionnelle...). Au moment où la France semble séduite par ce concept d'« entreprise citoyenne», l'Allemagne est au contraire en train de se rapprocher du modèle libéral l'objectif de chaque entreprise doit d'abord être de maximiser son profit. Selon certains, notre seule chance de sauver le social est alors l'État : il lui revient d'explicitier et d'assurer les fonctions collectives jusqu'alors « internalisées» par les entreprises, comme l'éducation ou le Smic à l'embauche des jeunes. Plus de marché ne signifierait pas alors nécessairement moins d'État ; plus de marché requerrait en tout cas plus de transparence dans la solidarité.

Ne pas tout attendre du politique

Pouvons-nous, hommes et femmes de base, orienter la mondialisation? Face à un sujet qui nous apparaît vraiment lointain, quel est notre appel au discernement et à l'action ?

a) Développer notre conscience de l'universel en même temps que notre conscience de l'exclusion

La mondialisation est inévitable, et elle a de nombreux effets positifs : le reconnaître en ces termes n'est pas céder au vertige du grand capital apatride ; c'est faire preuve de lucidité et d'optimisme, qui sont deux qualités des hommes de bonne volonté. Alors essayons d'avoir les yeux ouverts sur les «signes des temps», et branchons-nous sur le monde chacun à notre manière : certains ont le goût des voyages, d'autres celui des langues, de CNN ou d'Internet, d'autres des films ou des cultures étrangères. Chacun de

nous peut avoir un charisme de l'universel qui ne me paraît en rien imposer un renoncement à sa culture locale, bien au contraire. Nous avons eu la grâce cet été de voir le cardinal Etehegarray, président de «Justice et paix » et symbole s'il en est de l'Église universelle. C'était dans son village natal d'Espelette, au Pays basque, et nous avons senti très fort, entre la messe en basque et les retrouvailles de tous ses «pays» à l'auberge du village, combien culture locale et culture universelle pouvaient s'enraciner l'une dans l'autre, se nourrir l'une de l'autre.

En même temps que notre conscience de l'universel, essayons de développer notre conscience de l'exclusion : plus nous sommes ouverts et intégrés à la mondialisation, plus nous devrions nous imposer un moyen d'être présents à ceux qui se ressentent comme les perdants de la mondialisation. Si je devais citer un exemple volontairement trivial, je suggérerais une «obligation de métro» pour tous les cadres dirigeants. Rien de tel, en allant prendre son avion long-courrier à Roissy, qu'un passage par le RER Paris-Nord. Il faut des réponses politiques à cette «souffrance sociale», j'y ai fait allusion; mais il faut aussi recréer des liens entre les personnes.

b) Comblent les déficits de finalité et de solidarité

On parle toujours des déficits financiers, ou sociaux, et on les associe souvent à la mondialisation. Loin de moi l'idée d'en minorer l'importance... Mais un déficit peut en cacher un autre, et il me semble que la mondialisation révèle surtout deux manques dans nos sociétés :

- un déficit de finalité, parce que cette révolution par la base n'a pas encore produit de sens. Le « court-termisme », la facilité accrue de consommation, l'individualisme renforcé ne peuvent tenir lieu de projet ;
- un déficit de solidarité, parce que la mondialisation qui a fantastiquement réduit certaines inégalités Nord-Sud en a révélé et en partie provoqué d'autres : les inégalités d'emploi, de revenu, de savoir au sein de nos sociétés ; les inégalités accrues avec certains pays du Sud.

Faisons un petit détour par la géométrie : il est courant de parler, dans notre vie chrétienne, de dimension « verticale » — la relation avec Dieu — et de dimension « horizontale » — notre action en ce monde. Mais tout géomètre vous dira que le plan horizontal a lui-même deux dimensions : la profondeur — c'est la question du déficit de finalité : comment nous projetons-nous en avant? et la largeur — c'est la question du déficit de solidarité, de l'insuffisance des liens.

Comme personnes, et comme chrétiens, nous sommes porteurs de réponses face à ces deux questions. Nous sommes signes que jamais nous ne pourrions nous contenter d'une mondialisation à moitié : une mondialisation qui produirait de l'interdépendance sans aller jusqu'à la solidarité, de la liberté sans aller jusqu'à la finalité, de l'universel sans aller jusqu'à l'unité du genre humain. Il ne s'agit pas de demander au marché plus qu'il ne peut donner spontanément ; il s'agit de le compléter, et parfois de le corriger. C'est le rôle des politiques — et des citoyens que nous sommes —; c'est aussi un témoignage quotidien que dans notre vie nous pouvons essayer d'apporter : entre deux visages de la mondialisation, nous pouvons nous inspirer plus de sœur Emmanuelle que du spéculateur George Soros. J'emprunterai encore le mot de la fin à Jean-Baptiste de Foucault : il faut « des acteurs de sens pour réenchanter le monde ». Ces acteurs de sens, ce peut et ce doit être chacun de nous

DÉBAT

Un intervenant : Vous nous avez donné le choix entre sœur Emmanuelle et Georges Soros. C'est l'image de l'orientation vers le bien et celle du spéculateur qui n'hésite devant rien pour gagner. Or vous avez essayé de faire un compromis entre ces deux images. Vous présentez la mondialisation comme une bonne chose, alors qu'elle est le produit d'une fuite en avant dans la spéculation, donc des conceptions de Georges

Soros.

François Villeroy : Soeur Emmanuelle et Georges Soros, je reconnais que c'était un peu abrupt. J'ai d'ailleurs hésité à garder cette phrase. Mais le problème n'est pas que Georges Soros agisse sur les marchés financiers.

Je dois d'abord avouer une forme de solidarité avec Georges Soros : j'ai moi-même pas mal travaillé au titre du ministère des finances sur les marchés financiers, et j'y ai rencontré des tas de gens extrêmement sympathiques, qui sont restés des amis. Donc ce n'est pas le fait que Georges Soros agisse sur les marchés financiers. C'est qu'il ne fasse que ça, qu'il ne se pose aucune question par rapport à la finalité de son activité. Permettez-moi ici de nous citer et de le citer à partir d'un petit livre que nous avons publié en 1994 avec Antoine de Salins aux Editions vaticanes sur « le développement des activités financières au regard des exigences éthiques du christianisme ». Après la dévaluation de la livre sterling (1992) où il a gagné beaucoup d'argent, Georges Soros déclarait : «Je suis sûr que les activités spéculatives ont des conséquences négatives. Mais je n'y songe jamais et ne peux y songer. Si je m'abstenais de faire certaines choses à cause de scrupules moraux, je cesserais d'être un spéculateur. »

Nous devons tous essayer d'être à la fois un peu un Georges Soros intelligent et réfléchissant et soeur Emmanuelle. Soeur Emmanuelle, c'est le visage humain de la mondialisation. Elle crée de la solidarité par la mondialisation.

Il y a une autre image qui serait possible. Je cite Michel Camdessus, directeur général du FMI, un de ceux qui a le plus réfléchi et essayé d'agir pour donner du sens à la mondialisation. Il nous avait dit, lors de la Semaine sociale de 1991 sur « Concurrence et solidarité » : «Une société moderne doit être comme la déesse hindoue Shiva (je ne sais pas exactement combien la déesse hindoue Shiva a de bras, mais, lui, il lui en prêtait trois). Il doit y avoir à la fois la main invisible du marché (ce visage-là, c'est peut-être celui de Georges Soros ou de grands capitaines d'industrie dans la mondialisation), la main tendue de la solidarité ou de la charité (ce visage-là, je crois que c'est soeur Emmanuelle, mais on pourrait bien sûr en trouver beaucoup d'autres), et enfin il doit y avoir la main de justice de l'État, celle du pouvoir politique qui est là pour préparer le long terme et corriger les inégalités. Un des problèmes de la mondialisation actuelle, c'est que nous avons plus de mal à incarner cette main de justice de l'État au niveau mondial.»

Un intervenant : La globalisation n'entraîne-t-elle pas l'américanisation ?

François Villeroy : Nous avons nous-mêmes, Français, des attitudes très ambiguës face à l'américanisation. Dans *Le Monde* du 31 octobre 1996, un sondage testait les Français face aux États-Unis. On voyait que l'image des États-Unis s'était considérablement dégradée en France depuis dix ans, et même depuis deux ans, avec des réponses très surprenantes, par exemple un sentiment majoritaire dans l'opinion française que les États-Unis réussissent moins bien que l'Europe dans la lutte contre le chômage, ce qui est un comble !

Et ceci, alors que dans le même temps l'influence américaine s'est effectivement considérablement accrue dans nos modes de vie. Il y avait 10 % des Français il y a dix ans qui trouvaient que les *fast-food* posaient un problème. Il y en a 30 % aujourd'hui. Mais collectivement nous consommons beaucoup plus de *fast-food* qu'il y a dix ans. Personne ne nous oblige à aller dans les McDonald's ! Personne ne nous oblige à regarder les séries américaines ! Et pourtant, nous le faisons.

Si nous voulons faire résister des cultures alternatives, et en particulier la nôtre, il faut aussi que nous le manifestations dans nos choix de consommateurs.

Ceci n'épuise pas la réponse, mais je crois que nous avons tous, et moi le premier, nos contradictions là-dessus.

Mais, au-delà des consommateurs, il y a sûrement aussi des actions politiques un peu offensives à mener pour faire vivre des cultures nationales fortes, même si elles sont, à l'échelle mondiale, fragmentées. L'anglais a un énorme avantage spontané, c'est la taille de son marché domestique.

En outre, les États-Unis jouissent d'un avantage énorme avec le dollar : 60 % du

commerce international aujourd'hui se fait en dollars. Les États-Unis peuvent donc commercer avec le monde entier avec la même facilité que la Corrèze commerce avec le Vaucluse.

Nous ne sommes pas exempts de réponses face à cela. Là aussi, je préfère une attitude offensive à une attitude défensive. L'attitude offensive, c'est l'euro ; notre meilleure façon d'équilibrer le système monétaire international et donc le système économique international, c'est de créer à côté du dollar une autre monnaie puissante qui élargira notre facilité de commerce parce qu'on pourra commercer entre la Corrèze et le Schleswig-Holstein, en Allemagne, avec la même facilité qu'entre la Corrèze et le Vaucluse. Cela nous permettra de parler avec les États-Unis un peu plus d'égal à égal.

C'est un des enjeux importants de la monnaie unique, dont on parle assez peu, l'enjeu extérieur. La stabilité monétaire en Europe sera un produit d'exportation. Ce que nous aurons, je l'espère, réussi à faire en Europe, nous pourrions essayer de le proposer à nos partenaires américains et japonais.

Un intervenant : Quel est le rôle des organisations non gouvernementales, des associations en général, comme des structures intermédiaires entre la société civile et les pouvoirs publics nationaux et internationaux dans la mondialisation?

François Villeroy : La culture française n'est pas beaucoup une culture de corps intermédiaire, ou une culture marquée par la doctrine sociale de l'Église. C'est une culture d'État. Je serai le dernier à dénigrer l'État, parce que je crois qu'il a un rôle essentiel. Mais l'État ne perd rien, au contraire, à s'appuyer sur un certain nombre d'interlocuteurs organisés de la société civile. Je vous signale en la matière qu'il y a une forme de dialogue organisé entre la Commission européenne, diverses ON° sectorielles, les Eglises. J'ai découvert à ma stupéfaction et à mon admiration qu'avant chaque conseil européen la commission de Bruxelles avait une rencontre très officielle avec les représentants des Églises pour savoir ce qu'on pensait de part et d'autre des grands sujets à l'ordre du jour.

C'est inimaginable dans la laïcité française ! Il faut essayer d'aller dans cette voie, apprendre à gouverner avec l'État, mais pas seulement avec l'État.

Un intervenant : Vous avez dit tout à l'heure qu'a priori la mondialisation n'était pas la cause des difficultés de nos économies. Je veux bien le croire. Je voulais simplement attirer l'attention sur un point : à l'intérieur de la mondialisation, il y a les délocalisations. Et ces délocalisations se font bien souvent parce que le prix de la main-d'œuvre est 80 fois inférieur à celui de la France, comme vous le disiez tout à l'heure. Est-ce que vous n'avez pas l'impression que nous sommes complices de cette exploitation qui existe dans certains pays : d'un côté, lorsqu'un industriel en France a le courage d'embaucher, il paye la taxe professionnelle, et de l'autre, celui qui a totalement désinvesti et licencié pour avoir un téléphone dans 15 m² avec deux salariés ne paye la taxe professionnelle que sur deux salaires pour faire un même chiffre d'affaires, en prenant son téléphone et en sous-traitant à Taïwan, en Inde, en Indonésie ou au Maroc?

François Villeroy : Le phénomène des délocalisations a un nom dans le vocabulaire économique, il s'appelle les investissements directs à l'étranger. Ils se sont effectivement beaucoup accrus dans les années 90. Il faut quand même rester conscient que c'est un phénomène qui concerne majoritairement les pays développés. À l'échelle mondiale, le stock des investissements directs à l'étranger se situe pour les trois quarts dans des pays développés, et un quart seulement dans des pays en développement, ou des pays à bas salaires. Il est vrai que ce quart-là peut poser des problèmes de concurrence. Mais nous bénéficions aussi au titre des trois premiers quarts de certaines délocalisations vers la France.

Quel est l'impact de ces délocalisations et de la concurrence des pays à bas salaires sur l'emploi en France ? Un certain nombre d'économistes ont essayé de le chiffrer. Les évaluations varient, mais la fourchette est quand même plus faible que ce que nous imaginons en général. La concurrence des pays à bas salaires aurait coûté probablement à la France entre cent mille et cinq cent mille emplois. C'est beaucoup, cent mille à cinq

cent mille emplois ! Mais c'est à peu près 1 % sur notre taux de chômage de 12%.

Il faut une certaine prudence par rapport aux chiffres que j'ai moi-même cités de 1 à 80 sur l'écart de salaire horaire entre la France, la Chine, l'Indonésie ou l'Inde. L'écart de coût de revient est considérablement influencé par la productivité de cette heure de travail. Un ouvrier français fait aujourd'hui en une heure, parce qu'il est plus qualifié, parce qu'il a de meilleures machines, dix fois ou vingt fois plus qu'un ouvrier chinois.

L'écart de coût de revient est beaucoup plus faible que l'écart de salaire horaire. Par ailleurs, cet écart de salaire horaire tend quand même à diminuer, c'est-à-dire que les salaires augmentent, fort heureusement, beaucoup plus vite dans les pays d'Asie qu'en Europe.

Enfin, je ne suis pas totalement d'accord sur ce que vous avez dit de l'exploitation dans les pays d'Asie. Je crois que ces pays bénéficient globalement de la mondialisation. Il y a bien sûr des abus. Des heures de travail longues, du travail d'enfants dans certains pays, toutes choses qu'on a connues en France vers 1840. Il faut essayer d'éviter cela au maximum. Mais si on avait dû interdire la révolution industrielle au nom des abus sur le travail des enfants, je crois que nous n'en serions pas au degré de développement économique que nous connaissons aujourd'hui en France. Le processus me paraît globalement favorable pour ces pays, dont un bon nombre, je le signale en passant, ont quand même fait des évolutions spectaculaires vers la démocratie ces dernières années. C'est le cas de toute l'Amérique latine, et c'est le cas d'un certain nombre de pays d'Asie importants comme la Corée.